

Lundi 4 avril 2011

l'étincelle

TECHNOCENTRE
Renault
Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

La barbarie en Côte d'Ivoire ou la vérité du capitalisme français

Un « vent de liberté », une « victoire de la démocratie », voilà ce dont se vantaient la presse et les dirigeants français commentant la « fulgurante » progression militaire des troupes d'Alassane Ouattara vers le Sud de la Côte d'Ivoire. Quelques heures auront suffi pour que les mensonges s'effondrent.

Alors que la presse avait déjà révélé un bilan officiel provisoire de plus de 400 morts depuis les élections contestées et en avait accusé allègrement le seul Gbagbo, voilà qu'un communiqué du comité international de la Croix-Rouge affirme qu'« au moins 800 personnes » auraient été tuées mardi dernier dans la ville de Duékoué par des partisans de Ouattara. Une abomination largement prévisible qui aura valu à Ouattara au moins trois coups de téléphone embarrassés de Nicolas Sarkozy.

On n'ose imaginer combien de massacres seront encore à déplorer. Mais on sait désormais que Ouattara les aura perpétrés tout autant que Gbagbo, et que le second était soutenu par la France comme l'est actuellement le premier. Preuve s'il en fallait que la population n'a rien à espérer de Ouattara, comme de son rival, tous deux serviteurs des intérêts impérialistes dans la région.

Car si, comme le prétendent les dirigeants occidentaux, Alassane Ouattara a été élu président « par les urnes » (lui qui avait tout de même tenté un coup d'Etat militaire en 2002 !), le voilà au pouvoir par la force des armes. Des armes fournies par les puissances impérialistes et une opération militaire « fulgurante » concoctée par des conseillers français et américains présents sur place. Comment oublier en effet que 9 000 casques bleus sont actuellement présents dans le secteur et prétendent protéger la population alors que la *Licorne*, l'armée française force de près de 1000 hommes sur place, occupe l'aéroport d'Abidjan ?

Comment oublier que les entreprises françaises, les Bolloré, Bouygues, Total, Orange, Sagem et autres BNP-Paribas, pillent les ressources naturelles et humaines du pays, en se garantissant le monopole

du marché ivoirien, ce pré-carré français, grâce à tous les dictateurs « élus » qu'elle a mis en place : Houphouët-Boigny, Bédié, Gbagbo, puis Ouattara.

Cela fait près de dix ans que la population ivoirienne subit deux bandes armées à la fois. Rackettée, terrorisée, voire massacrée des deux côtés, par les bandes rivales, pendant que le chômage s'accroît, que la misère devient insupportable. Gbagbo, comme Ouattara, n'ont pas hésité depuis des années à utiliser une démagogie de plus en plus violente contre les ethnies sur lesquelles s'appuie leur rival. Une haine ethnique diffusée d'en haut sous le regard bienveillant de la France, destinée à opposer les pauvres entre eux.

La barbarie raciste qu'ils véhiculent n'est pas propre à l'Afrique. C'est ce même type de haine que distille ici même, en France, Sarkozy et ses ministres contre les travailleurs immigrés. Pas moins crapuleuse et qui pourrait également avoir des conséquences catastrophiques si une partie des travailleurs s'y laissait prendre.

En Côte d'Ivoire, les Gbagbo et Ouattara ont, ou ont eu partie intimement liée avec nos propres dirigeants politiques : Ouattara, ex-haut responsable au FMI, grand ami de Sarkozy, et Gbagbo lié aux dirigeants du Parti Socialiste, et les deux aux différents gouvernements français.

Aujourd'hui, des centaines de milliers d'Ivoiriens tentent désespérément de quitter le pays. Tout cela n'est pas sans rappeler le Rwanda, ses centaines de milliers de morts et ses massacres ethniques. Massacres dont l'impérialisme français, au Rwanda en particulier, était déjà complice.

Des dirigeants qui spéculent sur le racisme, des trusts qui règnent en maîtres, une population pauvre, pressurée et terrorisée. C'est la vérité du capitalisme, en l'occurrence français. Il faudra bien qu'un jour les exploités de tous les pays, de toutes les cultures, ici comme là-bas, se serrent les coudes pour en finir avec leurs véritables ennemis, ceux qui les exploitent et les oppriment, et tentent de les diviser pour mieux régner.

Toujours pas dans le cadre

Suite à la vague de suicides, des syndicats du TCR avaient interpellé l'inspection du travail sur les dépassements d'horaires. L'inspection a alors demandé que la direction « décompte par tout moyen » le temps de travail des salariés, et notamment des cadres.

En réponse à cette injonction, la direction veut mettre en place en 2012 un système de « maîtrise du temps de travail ». Sauf que ce projet exclut les cadres, soit la moitié des salariés du TCR !

Le temps de travail des cadres en accusation

Renault a fait appel de la décision de justice qui l'a condamné pour « faute inexcusable » à l'encontre d'Antonio, un ingénieur qui s'est suicidé en se jetant dans le hall de la Ruche en octobre 2006.

A l'audience début mars, la veuve d'Antonio a déclaré que « ses horaires de travail, durant les deux derniers mois avant son décès, avoisinaient les 95 heures par semaine, et environ 70 heures depuis début 2006. » La cour d'appel rendra sa décision le 19 mai. Une preuve de plus, s'il en fallait, que le temps de travail des cadres doit être maîtrisé.

Rien à déclarer

Dans son projet de pointage, la direction ne parle pas de la gestion des heures supplémentaires (HS). Car le pointage n'est pas fait pour ça, mais pour permettre à Renault de se couvrir par rapport à la loi.

Les salariés qui voulaient déclarer leurs véritables horaires avec la DIDET en ont déjà été pour leurs frais : la hiérarchie avait consigne de refuser la déclaration des HS dans les DIDET sous prétexte qu'elle ne leur avait pas formellement demandé d'en faire ! On est prévenu : avec le pointage, pas d'illusion à se faire sur les HS.

Renault veut faire le coup du 10 de der

Lors du passage aux 35h, la direction avait déjà déduit du temps de travail 20 mn de pause par jour (et supprimé ainsi 8 jours de RTT). Cette fois elle veut enlever aux APR et aux ETAM 10 mn de déplacement par jour entre leur pointage aux tourniquets et leur poste de travail (soit l'équivalent de 4 jours par an). Comme si pendant ces 10 mn le salarié pouvait faire ce qu'il voulait !

Heures sombres

Avec le pointage, un compteur enregistrera les heures effectuées au-delà et en-deçà de 7h28 par jour (en fait 8h58 avec les temps de déplacement, de pause et de repas décomptés). Mais le projet actuel ne dit pas ce qui passera lorsque les limites ± 10 h de ce compteur seront dépassées. Un salarié pourra-t-il ainsi continuer à travailler au-delà de ces 10 heures alors que son compteur sera bloqué à +10 ?

Décompte à dormir debout

Le compteur variabilité sera remis à zéro tous les 6 mois. Pourtant dans son injonction, l'inspection du travail demandait un décompte hebdomadaire, en respect de l'article D3171-8 du code du travail.

Les heures supplémentaires sont calculées sur une base hebdomadaire. Avec un décompte semestriel, c'est clair que les heures supplémentaires ne seront pas prises en compte.

Un pointage qui ne résout rien

Dans le projet de « maîtrise du temps de travail », il n'est pas question de contrôle de la charge de travail. C'est pourtant sur ce facteur qu'il faudrait jouer pour réduire le temps de travail. SDA aurait pu permettre d'évaluer cette charge, s'il avait été possible d'y déclarer le nombre d'heures réellement effectuées sur chaque tâche.

Et puis les secteurs en surcharge sont connus des salariés et de la direction. Il suffirait d'y embaucher au lieu de prendre des apprentis ou des stagiaires.

Surprise surprise

Vendredi dernier pour la 9^{ème} fois, 400 personnes se sont retrouvées dans la Ruche pour exiger des augmentations de salaire. Le cortège s'est rendu à l'Avancée, où se tenait la réunion mensuelle des délégués du personnel, pour une visite surprise.

Les salariés ont pu poser directement leurs questions à la direction. Celle-ci a eu beau siffler la fin des NAO, les salariés lui ont montré qu'ils n'étaient toujours pas décidés à rentrer à la niche.

Loupé

Il fallait une loupe pour voir les 1,7 % d'AGS sur le bulletin de paie de mars des ETAM et des APR. Gardez la loupe pour les Augmentations Individuelles d'Avril.

Today Tomorrow Tous ensemble

Une grève a éclaté à Toyota Onnaing depuis jeudi, bloquant le montage des Yaris. Les salariés réclament une prime de 800 € et un 13^{ème} mois. Et si on s'y mettait tous ensemble...

A force de tendre, ça casse

Selon Pelata, « la vague du tsunami a une vitesse de propagation des derniers bateaux qui livrent leurs composants [fabriqués quasi exclusivement au Japon]. Il est certain que nous allons devoir à un moment ou à un autre fermer des usines ».

Ces coupures de production sont la conséquence autant du tsunami que du flux tendu. Ingénierie, Achats et Supply Chain sont chargés de trouver des solutions techniques ou d'autres fournisseurs dont le nombre a fondu, victimes de la réduction des coûts.

Il y a les catastrophes naturelles... et certaines conséquences liées uniquement à la course au profit.